

Département : PAS-DE-CALAIS

Arrondissement : SAINT-OMER

Canton : SAINT-OMER

Commune de Nordausques

ARRETE du Maire

Le Maire de Nordausques,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-2-1, L 2212-4, L 2224-13 et L 2224-17,

VU le Code Pénal et notamment ses articles R.632-1, R. 633-6, R. 635-8, et R. 644-2,

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 1311-1, L. 1311-2, L. 1312-1, et L. 1312-2,

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L 541-1 à L 541-6,

VU le Règlement Sanitaire Départemental du Pas-de-Calais et notamment les articles prévus au Titre IV visant les mesures de salubrité générale,

Considérant qu'il est fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement,

Considérant qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet, il est notamment mis à dispositions des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi que des encombrants,

Considérant que les habitants ont en outre accès à la déchetterie des six déchetteries du SMLA ainsi que celles de Louches et de Licques,

Considérant qu'il appartient au Maire, en tant qu'autorité de la police municipale, de prendre, dans les domaines de sa compétence, les mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publiques en complétant et précisant sur le plan local les dispositions des lois et règlements en vigueur,

Considérant qu'il appartient au Maire, en application des dispositions susvisées du code de l'environnement, d'assurer au besoin d'office après mise en demeure restée sans effet, l'élimination des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable et, en cas de danger grave ou imminent, d'ordonner la réalisation des travaux exigés par les circonstances,

Considérant qu'il convient de facturer l'enlèvement des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable lorsqu'il est opéré d'office dans les conditions précisées ci-dessus, et au besoin, de réprimer les infractions constatées,

ARRETONS

Article 1 : Les dépôts sauvages des déchets (notamment ordures alimentaires, ménagères (gazons et haies), encombrants, cartons, verres, métaux, gravats) et décharges brutes d'ordures ménagères sont interdits sur l'ensemble des voies, espaces publics et privés de la commune ainsi que les cimetières qui ne peuvent recevoir que des déchets végétaux provenant des dons faits aux défunts. Le dépôt et la présentation sur la voie publique des déchets ménagers et assimilés ainsi que des encombrants doivent être faits conformément aux jours, heures de collecte et autres prescriptions prévues par les services de ramassage des déchets de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer et par les règlements en vigueur.

Article 2 : Toute personne qui produit ou détient sur ses terrains des dépôts sauvages de déchets ou décharges brutes d'ordures ménagères dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé publique est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination.

Article 3 : En cas d'infraction au présent arrêté, le responsable du dépôt sauvage de déchets ou décharge brute d'ordures ménagères sera mis en demeure de procéder à son élimination dans un délai déterminé.

Dans l'impossibilité d'identifier l'auteur de l'infraction, pourra être retenu pour responsable le propriétaire du terrain sur lequel seront constatés le dépôt sauvage, les déchets ou la décharge brute d'ordures ménagères, qui les aura tolérés, acceptés ou facilités par sa négligence, ou encore se sera abstenu d'informer les autorités municipales de leur existence.

Faute, par la personne visée par la mise en demeure, d'avoir procédé à l'élimination du dépôt de déchets ou de la décharge brute d'ordures ménagères dans le délai imparti, il y sera procédé d'office aux frais du responsable.

Le cas échéant, il sera ordonné au responsable de consigner entre les mains du comptable de la commune, une somme répondant au montant des travaux à réaliser. En outre, il pourra être ordonné, en cas de danger grave ou imminent, l'exécution des mesures de sûreté exigée par les circonstances.

Article 4 : Toute déjection canine non ramassée et constatée sur le domaine public, en présence du propriétaire ou détenteur de l'animal impliqué sera poursuivie par les textes et lois en vigueur.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de rapports ou de procès-verbaux de constatations et seront poursuivies conformément aux lois en vigueur.

Tout contrevenant s'expose à une amende prévue par le code pénal, en vertu des articles R. 610-5, R. 632-1, R.633-8 et R. 644-2 allant de la 1^{ère} à la 5^{ème} classe selon la nature de la contravention.

Article 6 : La responsabilité du contrevenant est engagée selon l'article 1384 du code civil si les dépôts sauvages, déchets ou décharge venaient à causer des dommages à un tiers.

Article 7 : Madame le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Ardres est chargée de la bonne exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Omer et affiché à la porte de la Mairie.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Nordausques, le 25 mai 2021.

Le Maire de Nordausques,
Gilles DEBOVE.

